

Jeunes : chômeurs un jour, chômeurs toujours ?

Vendredi 22 avril 2016

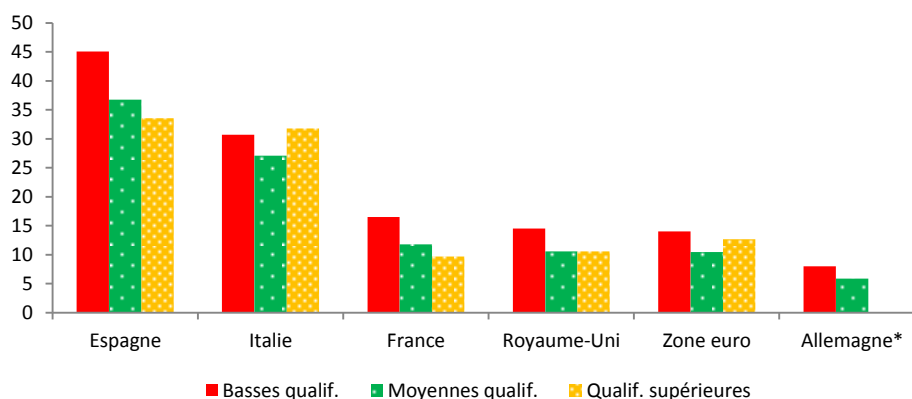
Le présent flash analyse l'évolution récente du chômage des jeunes actifs en Europe et introduit les termes du débat sur l'éventuelle existence d'un « effet-cicatrice » suite à un début de carrière difficile.

1. Chômage en Europe : des jeunes actifs particulièrement pénalisés

Le **taux de chômage des jeunes actifs**¹ (15-24 ans) est supérieur à celui de l'ensemble de la population : ainsi, au quatrième trimestre (T4) 2015, il s'élevait à **21,9 %** dans la zone euro contre un taux de chômage moyen de **10,5 %**. Ce résultat se vérifie dans chacun des grands pays, y compris en Allemagne, où l'écart entre les deux est le plus faible. Le tableau ci-dessous fournit l'**amplitude** de la variation du taux de chômage sur la période T1 2007 - T4 2015 entre le point le plus haut (« **pic** », généralement constaté plusieurs trimestres après la fin de la récession, compte tenu du décalage entre l'évolution du PIB et celle de l'emploi) et le point le plus bas (« **creux** », rencontré la plupart du temps avant la Grande récession) pour les jeunes actifs et l'ensemble de la population. Il en ressort que, hormis en Allemagne, **le taux de chômage des jeunes actifs a nettement plus augmenté que celui de l'ensemble de la population** (de l'ordre de 1 pour 2 en France, au Royaume-Uni et en Espagne et de 1 pour 3 en Italie). Si, fin 2015, le taux de chômage était plus faible qu'au plus fort de la crise, il reste significativement supérieur à celui enregistré au cours des périodes les plus favorables. Toutefois, **l'Allemagne** et le **Royaume-Uni** se distinguent puisque le « creux » correspond à la situation actuelle. Enfin, une décomposition de l'évolution **par niveau de diplôme** fait apparaître que ce sont avant tout les moins qualifiés qui ont vu leur taux de chômage le plus progresser, même si les plus diplômés ont également souffert de la Grande récession (cf. les résultats en Italie).

Taux de chômage, période T1 2007-T4 2015	Moins de 25 ans				Total			
	T4 2015	"Pic"	"Creux"	Ecart (en pts) "Pic-Creux"	T4 2015	"Pic"	"Creux"	Ecart (en pts) "Pic-Creux"
Zone euro	21,9	24,6	15,1	9,5	10,5	12,1	7,3	4,8
Allemagne	7,0	12,3	7,0	5,3	4,4	9,0	4,4	4,6
Royaume-Uni	13,4	22,2	13,4	8,8	5,0	8,4	5,0	3,4
France	24,5	26,1	17,7	8,4	10,2	10,5	7,2	3,3
Italie	38,8	43,1	19,1	24,0	11,6	12,8	5,9	6,9
Espagne	46,4	56,1	17,3	38,8	20,9	26,3	7,9	18,4

Evolution du taux de chômage des jeunes ("pic-creux") selon le niveau de diplôme, en points



Source : Afep à partir d'Eurostat. Allemagne : données indisponibles pour les qualifications supérieures.
Echelle des qualifications (nomenclature CITE) : basses = jusqu'au 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire (0-2) ; moyennes = 2^e cycle du secondaire (3-4) ; supérieures = enseignement supérieur (5-8).

¹ Il convient de bien distinguer le taux de chômage des jeunes actifs de la part des jeunes au chômage, nettement plus faible en raison de taux d'activité et d'emploi très inférieurs au reste de la population (poursuite d'études, cf. flash du 29 octobre 2014).

2. Un impact temporaire ou permanent ? La thèse controversée de « l'effet-cicatrice »

Un jeune débutant sa carrière dans une période de conjoncture atone (ou, *a fortiori*, de récession économique) sera-t-il pénalisé durablement par ce départ difficile ? Dans plusieurs disciplines (sociologie, économie...), les chercheurs s'interrogent sur l'existence d'un « **effet-cicatrice** » (« *scarring effect* » dans la littérature anglo-saxonne) qui marquerait la trajectoire professionnelle de certains jeunes. En effet, une période de chômage prolongée (ou la répétition de périodes sans emploi) peut avoir un **impact négatif sur plusieurs dimensions de l'existence** : bien-être, santé, confiance en soi, capacité à se projeter... D'un strict point de vue **économique**, « l'effet-cicatrice » transiterait par deux canaux : l'effet « **capital humain** » et l'effet de « **signal** ». Le premier argument repose sur l'idée évidente selon laquelle **plus un individu est au chômage**, moins il accumule d'expérience professionnelle et plus sa **productivité** à long terme peut en souffrir. Le second argument est lié à la **perception négative** par les recruteurs des périodes de chômage (exemple des « trous » sur un CV). Si le premier argument paraît relativement objectif, le second est plus subjectif dans la mesure où il dépend des perceptions. Or celles-ci peuvent varier dans le temps et dans l'espace : être au chômage pendant une récession n'est sans doute pas équivalent à l'être au cours d'une période de plein emploi. Pour valider ces arguments théoriques, des **études empiriques** ont été menées dans différents pays (Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, Canada...)². Plusieurs faits saillants sont à noter : 1) l'existence et l'ampleur d'un « effet-cicatrice » **dépend fortement du pays étudié**, ce qui renvoie au fonctionnement de chaque marché du travail ; 2) lorsqu'il existe, son **impact** sur le chômage des différentes cohortes serait **limité dans le temps** (pas d'effet au-delà de 3 ans) ; 3) en revanche, la **vitesse de rattrapage** en matière salariale serait **plus lente** : selon certaines études, les effets négatifs sur les rémunérations d'une entrée dans la vie active au « mauvais moment » se dissiperaient seulement 10 ans après l'entrée sur le marché du travail. Dans le cas de la **France**, une **étude récente**³ aboutit à des **résultats** qui **tempèrent le sentiment d'un impact massif et durable** des creux conjoncturels sur la trajectoire professionnelle des jeunes. Ainsi, si l'augmentation d'un point du taux de chômage des jeunes se traduit par une baisse équivalente du taux d'emploi au bout d'un an de présence sur le marché du travail, cet effet s'annulerait dès la 4^e année postérieure à leur date d'insertion. S'agissant de l'impact salarial, une divergence apparaît entre les hommes (pas d'impact) et les femmes (un malus salarial pour celles entrées en bas de cycle qui s'annule au bout de 6 ans). Comment expliquer ces résultats ? Pour les auteurs, deux facteurs peuvent être avancés : d'une part, le **rôle d'amortisseur joué par le SMIC** et, d'autre part, la **persistance d'un taux de chômage élevé chez les jeunes actifs** en France. Tandis que le premier limite les ajustements salariaux à la baisse (la part de jeunes de 15 à 24 ans rémunérés sur la base du SMIC était de 28 % en 2013), le second questionne le pouvoir explicatif de l'effet de « signal » décrit ci-dessus : en effet, intégrer le marché du travail français est structurellement ardu. Dans ce cas, le « signal » négatif que doit constituer la période de chômage et permettre au recruteur de sélectionner les profils au niveau « micro » est brouillé par une situation « macro » qui rend plus difficile qu'ailleurs l'identification des causes individuelles du chômage.

Comme cela est désormais bien connu, la situation des jeunes actifs sur le marché du travail reste très difficile dans la plupart des pays européens. Il convient toutefois d'adopter une démarche rigoureuse à l'heure de la commenter dans la mesure où les « jeunes » ne sont pas une catégorie uniforme et où les résultats varient sensiblement selon les Etats. On relève ainsi les taux de chômage des jeunes actifs les plus faibles dans les pays où la part des demandeurs d'emploi toutes catégories confondues dans la population active est elle-même la plus faible (Allemagne, Royaume-Uni). Ceci rappelle que le sort des jeunes est intimement lié aux performances globales de chaque marché du travail. S'agissant de « l'effet-cicatrice », la littérature économique ne livre pas de conclusions tranchées, invitant là-aussi à la prudence et à des analyses « au cas par cas ». Cette prudence s'impose d'autant plus que l'on manque de recul quant aux effets de la Grande récession sur l'offre et la demande de travail.

² La littérature aborde cette question de deux façons : i) les performances à moyen terme des jeunes ayant quitté la formation la même année, mais ayant connu une intégration hétérogène (emploi pour les uns, chômage pour d'autres) et ii) les trajectoires des jeunes ayant quitté le système éducatif à des dates distinctes et donc ayant affronté une conjoncture différente lors de leur entrée sur le marché du travail. Les résultats présentés ici se rattachent à cette deuxième famille d'analyse.

³ « Peut-on parler de « générations sacrifiées » ? Entrer sur le marché du travail dans une période de mauvaise conjoncture économique ». M. Gaini, A. Leduc, A. Vicard, Economie et Statistique, 2013.